



Non à la politique des bons sentiments, oui au retour de la Raison en politique !

Description

Depuis quelques mois, le président Macron semble gouverner non plus par la raison ni par la justice, mais par une morale approximative, pulsionnelle, une politique des bons sentiments. Ce phénomène s'amplifie depuis la dissolution déraisonnable, et ratée, de juin 2024.

Bruno Retailleau, et avec lui le Centre et la Droite, ont mille fois raison de vouloir recadrer les actions du « Quai » et en finir avec la « diplomatie des bons sentiments ». Mais malheureusement Jupiter a encore les clés de l'Elysée et de ses domaines qu'il pense « réservés ».

Résultats des bons sentiments. Version Macron et Barrot : notre concitoyen Boualem Sansal croupit toujours dans les geôles algériennes, tout comme le journaliste sportif Christophe Gleizes. Tout comme Cécile Kohler, Jacques Paris et Lennart Monterlos en Iran. Tout comme les otages israéliens dans les tunnels de Gaza !

Face au régime dictatorial algérien, face à la « mollarchie » iranienne, face aux terroristes barbares inféodés au hamas et aux frères musulmans, qui peut croire qu'une politique des « « bons sentiments » pourrait apporter le moindre résultat ?

La démonstration est encore plus criante sur la décision irrationnelle de reconnaître un état de Palestine de manière unilatérale. En juin 2025, Macron avait posé quatre conditions... En juillet, sans qu'aucune ne soit remplie, il annonce qu'il reconnaîtra l'État palestinien... Voilà ce qu'est devenue la parole présidentielle... La girouette tourne au moins en fonction du vent, Macron en fonction de ses rêves et de ses « bons sentiments » !

Pire, le hamas profite de cette faute morale de Macron pour exiger toujours plus et rejette tout cessez le feu, toutes discussions. Et là encore Macron cède, il se soumet. Il voit les images des otages israéliens, émaciés, squelettiques, des images qui rappellent les camps de concentration, les vrais ! Macron fait une belle déclaration de principe, par compassion, mais son cœur s'est endurci, comme celui de Pharaon... il voit mais ne change pas de position, il s'entête. Pour Macron, ce sont les gazaouis qui meurent de faim ! Bien sûr, la population civile de Gaza manque de tout et souffre, c'est la guerre.

Regardons les images des geôlières otages israéliens, leurs bras et leurs ventres ne montrent aucun signe de malnutrition. Mais Israël laisse passer des convois humanitaires que le hamas et l'ONU ne laissent pas arriver aux gazaouis ! la honte, la vraie.

Comme l'utilisation d'images d'enfants atteints de maladies génétiques dégénératives, présentés comme souffrant de la famine ! la honte, la vraie. Comme ces images venant de médias turcs et qataris liés aux frères musulmans, des médias prêts à la propagande dès le matin du 7 octobre, des images utilisées sans filtre et sans recul par nos médias, fabriquées pour émouvoir. Et cela marche sur Macron et Barrot...

Macron ne s'arrête pas là, pour lui les terroristes du hamas en prison en Israël sont des « otages » (sic !), alors qu'ils ont du sang sur les mains quand les otages, les vrais, kidnappés par les barbares islamistes faisaient quasiment tous partie du « camp de la paix » et faisaient travailler, soigner les gazaouis dans leurs kibboutz le long de la frontière avec Gaza. Quelle inversion des rôles de victimes et coupables, une inversion animée au départ par de « bons sentiments » mais très vite suivie par une soumission !

L'inversion comme la soumission ne s'arrêtent pas là. Gaza n'était pas occupée par Israël mais complètement autonome, dirigée par des représentants élus par le peuple gazaoui, en l'occurrence le hamas, qui très vite s'est débarrassé de toute opposition et de tout ce qui n'est pas musulman. Qui vous parle des conditions de vie pitoyables des chrétiens, des LGBT+ à Gaza sous la férule du hamas ? et je n'évoque pas les juifs, car à Gaza comme dans les territoires palestiniens, l'apartheid, le vrai, les empêche d'y vivre ! Israël n'est pas une puissance occupante mais y fait la guerre, tente d'éliminer les barbares et de libérer ses otages, ce que la coalition promis par Macron en octobre 2023 devait d'ailleurs faire... ce n'est donc pas à Israël de nourrir les gazaouis mais au hamas, le pouvoir encore en place.

Et pourtant Israël prend soin d'acheminer des convois d'aides humanitaires, malgré les risques, et sans l'aide de l'ONU... Posons-nous une question : pourquoi l'ONU et nos diplomaties animées de « bons sentiments » critiquent-ils autant le GHF, cette ONG américaine qui acheminent des denrées aux gazaouis, sans l'aide de l'ONU et du hamas ?

L'ignominie de Macron et Barrot se poursuit : pour eux il faut qu'Israël « déradicalise » ses manuels scolaires, quand dans les manuels scolaires palestiniens, financés par l'UE, par notre argent, on y apprend la haine des juifs et des contrevérités historiques... Quelle soumission, et quel ridicule, tout cela en partant de « bons sentiments » ... Rappelons qu'Israël est bien mieux classée que la France au classement Pisa, et obtient beaucoup plus de médailles aux olympiades scientifiques...

Enfin, pourquoi continue-t-on à être très amis avec le Qatar et la Turquie, deux pays aux mains des

frères musulmans ? D'ailleurs le Qatar s'est précipité pour accueillir cette admiratrice d'Hitler après son expulsion de notre territoire !

Macron et Barrot ont discrédité totalement la parole de la France à l'étranger ! Ce que l'on voit de manière évidente sur la diplomatie macronienne, on le voit aussi dans tous les domaines.

On a mis en place une politique de regroupement familial, dans les années 1970, à partir toujours de bons sentiments, et nous voyons tous les jours la dérive de ce système. On parle aujourd'hui « d'accueillir inconditionnellement » des « réfugiés », de « ne pas stigmatiser », de « réparer les souffrances », de « s'excuser » à tout bout de champ... comme si les élans du cœur pouvaient tenir lieu de politique publique.

Mais gouverner, ce n'est pas aimer. Gouverner, c'est choisir. C'est parfois dire non. C'est fixer un cadre. C'est arbitrer, souvent, entre l'immédiat et le durable, entre l'émotion et la cohésion.

Dans les faits, cette politique sentimentale nuit à ceux qu'elle prétend défendre.

Prenons l'immigration. Il faut arrêter de nous faire imposer l'immigration, passons à l'immigration choisie, comme dans tous les grands pays. Refuser de distinguer entre le réfugié réellement persécuté et le migrant économique, entre une femme afghane qui risque sa vie sous le régime des Talibans et cette militante fasciste, antisémite, admiratrice d'Hitler et ennemie des valeurs de notre République venant des rangs du hamas, entre l'intégration républicaine et les logiques communautaires, ce n'est pas faire preuve d'humanité. C'est abandonner les plus fragiles à la précarité, à l'illégalité, à l'exploitation. C'est détruire notre modèle social et culturel. Et offrir à l'extrême droite un boulevard qu'elle n'a même plus à emprunter : on le lui a pavé de bons sentiments.

Prenons la justice. Cette logique émotionnelle pousse à l'indulgence face à des actes de violence de plus en plus graves. Parce qu'il ne faut pas « briser des parcours » ou « stigmatiser », on excuse, on relativise. La Justice de la République ne serait plus là pour juger mais pour comprendre et pardonner... Et les victimes ? Invisibles. La République ? Ébranlée.

À force de refuser de nommer le réel, on finit par le nier. À force de dire « on ne peut pas faire autrement », on s'interdit d'agir. À force de compassion sélective, on fabrique des injustices durables. Le sentimentalisme, lorsqu'il devient boussole politique, produit toujours l'inverse de ce qu'il annonce : il fracture au lieu de rassembler, il infantilise au lieu de responsabiliser, il exclut au lieu d'inclure.

La République ne promet pas le bonheur, ni même la tendresse. Elle promet l'égalité devant la loi, la justice dans les faits, la liberté encadrée, la fraternité choisie. Elle suppose la responsabilité, le courage, la clarté des principes.

Ceux qui nous gouvernent ne doivent pas être des thérapeutes mais des bâtisseurs. Ce n'est pas d'émotion dont la France a besoin aujourd'hui, mais de vision, d'autorité morale, de cap républicain. Les bons sentiments ne suffisent pas à construire une société juste. Au contraire, ils la dissolvent. Lentement. Sournoisement.

La République a besoin de rigueur, de justice, d'éthique. Pas d'un catéchisme mou.

Si seulement Macron pouvait faire un nouveau rêve, dissoudre à nouveau ou démissionner... que

nous puissions voter pour une majorité du Centre et de la Droite réellement fidèle à ses valeurs et aux principes républicains...

Macron marquera bien l'histoire, il sera le pire président de la Vème République, celui qui a rendu la France ingouvernable, sans cap, celui qui aura porté les deux extrêmes aux portes du pouvoir, celui qui aura démonétisé, discrédité la parole de la France. Beau bilan...

Alors, à ceux qui croient bien faire en gouvernant avec leur cœur, en brandissant leurs « bons sentiments », rappelons cette phrase simple :

Le cœur sans la tête conduit au chaos.

Changeons très vite la tête en charge de notre Nation... et retrouvons la Raison!

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée

5 août 2025